

NOUVELLE-CALEDONIE

CONGRÈS

DÉLIBÉRATIONS

Délibération n° 292 du 27 décembre 2022 modifiant le chapitre I^{er} du sous-titre II du titre IV du livre IV de la partie réglementaire de l'ancien code de la santé publique applicable en Nouvelle-Calédonie (profession de santé)

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'ancien code de la santé publique applicable à la Nouvelle-Calédonie et notamment ses articles Lp. 4421-1 et R. 4421-15 ;

Vu l'avis du conseil économique, social et environnemental en date du 30 septembre 2022 ;

Vu l'arrêté n° 2022-1973/GNC du 24 août 2022 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 87/GNC du 24 août 2022 ;

Entendu le rapport n° 251 du 4 octobre 2022 de la commission de la santé et de la protection sociale,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Le chapitre I^{er} du sous-titre II du titre IV du livre IV de l'ancien code de la santé publique applicable en Nouvelle-Calédonie est ainsi modifié :

I.- L'article R.4421-15 est modifié tel que suit :

1° Les mots : « Dans les circonstances d'urgence et » sont supprimés.

2° Après les mots : « le médecin inspecteur de la santé publique » sont ajoutés les mots : « ou le contrôleur technique et pédagogique ».

II.- Après l'article R. 4421-31, il est créé un article R. 4421-32 ainsi rédigé :

« **Article R. 4421-32 :** I.- L'infirmier est habilité à administrer, sans prescription médicale préalable de l'acte d'injection, dans les conditions définies à l'article R. 4421-11, aux personnes dont les conditions d'âge et, le cas échéant, les pathologies sont précisées par arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, les vaccinations suivantes :

1° Vaccination contre la grippe saisonnière ;

2° Vaccination contre la diphtérie ;

3° Vaccination contre le tétanos ;

4° Vaccination contre la poliomyélite ;

5° Vaccination contre la coqueluche ;

6° Vaccination contre les papillomavirus humains ;

7° Vaccination contre les infections invasives à pneumocoque ;

8° Vaccination contre le virus de l'hépatite A ;

9° Vaccination contre le virus de l'hépatite B ;

10° Vaccination contre le méningocoque de sérogroupe A ;

11° Vaccination contre le méningocoque de sérogroupe B ;

12° Vaccination contre le méningocoque de sérogroupe C ;

13° Vaccination contre le méningocoque de sérogroupe Y ;

14° Vaccination contre le méningocoque de sérogroupe W ;

15° Vaccination contre la covid-19.

Pour ces vaccinations, l'infirmier utilise des vaccins monovalents ou associés.

II.- L'infirmier réalise un entretien préalable à la vaccination afin de rechercher si la personne présente des antécédents de réaction allergique à une vaccination antérieure ou une contre-indication médicale à la vaccination.

Il inscrit dans le carnet de santé ou le carnet de vaccination et le dossier médical partagé de la personne vaccinée ses nom et prénom d'exercice, la dénomination du vaccin administré, la date de son administration et son numéro de lot. A défaut de cette inscription, il porte les mêmes informations dans le dossier de soins infirmiers et délivre à la personne vaccinée une attestation de vaccination qui comporte ces informations.

En l'absence de dossier médical partagé et sous réserve du consentement de la personne vaccinée, l'infirmier transmet ces informations au médecin habituellement en charge de cette personne et désignée par celle-ci. La transmission de cette information s'effectue par messagerie sécurisée de santé lorsqu'elle existe.

III.- L'infirmier déclare aux services compétents de la Nouvelle-Calédonie les effets indésirables portés à sa connaissance susceptibles d'être dus au vaccin dans les conditions prévues à l'article Lp. 5122-9 du présent code.

Article 2 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 27 décembre 2022.

*La première vice-présidente
du congrès de la Nouvelle-Calédonie,*
CAROLINE MACHORO-REIGNIER

Délibération n° 293 du 27 décembre 2022 relative à diverses dispositions financières et budgétaires dans l'attente du vote du budget primitif 2023

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 215 du 29 mars 2022 relative au budget primitif propre de la Nouvelle-Calédonie – exercice 2022 ;

Vu la délibération n° 260 du 23 août 2022 relative au budget supplémentaire 2022 de la Nouvelle-Calédonie – budget principal propre ;

Vu la délibération n° 278 du 20 octobre 2022 portant décision modificative n° 1 du budget principal propre - exercice 2022 ;

Vu la délibération n° 291 du 14 décembre 2022 portant décision modificative n° 2 du budget principal propre – exercice 2022 ;

Vu la délibération n° 280 du 20 octobre 2022 portant sur le plan pluriannuel d'investissements de la Nouvelle-Calédonie sur la période 2022-2024 ;

Vu l'arrêté n° 2022-2675/GNC du 30 novembre 2022 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 116/GNC du 30 novembre 2022 ;

Entendu le rapport n° 302 du 22 décembre 2022 de la commission des finances et du budget et de la commission de la législation et de la réglementation économiques et fiscales,

A adopté les dispositions dont la teneur suit,

Article 1^{er} : Jusqu'à l'adoption du budget primitif 2023 de la Nouvelle-Calédonie, le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie est autorisé à mettre en recouvrement les recettes et engager, liquider et mandater par douzième les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année 2022.

Article 2 : Jusqu'à l'adoption du budget primitif 2023 de la Nouvelle-Calédonie, le président du gouvernement est autorisé à engager, liquider et mandater les subventions d'équilibre allouées aux établissements publics et organismes divers, dans la limite maximale mensuelle du douzième du budget 2022 comme suit :

| SUBVENTIONS INDIVIDUALISEES VERSEES PAR LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2023 | | | | | |
|---|---------|-----------------|---|--|-------------------------------------|
| Direction | Article | Ligne de crédit | Bénéficiaire et objet | | Ouverture de crédits 2023 mensuelle |
| DAFE | 65741 | 26953 | DOTATION INITIALE FONC MAISON FAMILIALE RURALE KONE | | 1 596 305 |
| DAFE | 65741 | 26954 | DOTATION INITIALE FONC MAISON FAMILIALE RURALE POUEBO | | 338 493 |
| DAFE | 65741 | 26955 | DOTATION INITIALE FONC MAISON FAMILIALE RURALE POINDIMIE | | 1 508 744 |
| DASS | 65741 | 21369 | SUBVENTION A L'ASSOCIATION DE LA GESTION DES TUTELES EN NC - FONCTIONNEMENT | | 11 679 167 |
| DBAF | 65737 | 1235 | SUBVENTION AU SYNDICAT MIXTE "JOURNAUX DE NOUMEA POUR SON FONCTIONNEMENT" | | 3 833 333 |
| DBAF | 65737 | 541 | SUBVENTION A L'ADOCK POUR SON FONCTIONNEMENT | | 35 416 667 |
| DBAF | 65737 | 1298 | SUBVENTION A L'IFMNC POUR SON FONCTIONNEMENT | | 19 583 333 |
| DBAF | 65737 | 1301 | SUBVENTION AU CREPMAC POUR SON FONCTIONNEMENT | | 3 583 333 |
| DBAF | 65737 | 1314 | SUBVENTION A L'EPSS POUR SON FONCTIONNEMENT | | 23 916 667 |
| DBAF | 65737 | 1329 | SUBVENTION A L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES-FONCT | | 30 666 667 |
| DBAF | 65737 | 1361 | SUBVENTION A LA BIBLIOTHEQUE BERNEHEM POUR SON FONCTIONNEMENT | | 16 750 000 |
| DBAF | 65737 | 1364 | SUBVENTION AU SINDOC POUR SON FONCTIONNEMENT | | 27 650 000 |
| DBAF | 65737 | 5601 | SUBVENTION A L'ALK POUR SON FONCTIONNEMENT | | 9 833 333 |
| DBAF | 65737 | 30425 | SUBVENTION AU GIEP POUR SON FONCTIONNEMENT | | 18 250 000 |
| DBAF | 65741 | 423 | SUBVENTION A LA MAISON DE LA NOUVELLE CALÉDONIE A PARIS POUR SON FONCTIONNEMENT | | 15 833 333 |
| DGE-VR | 65737 | 20470 | SUBVENTION REMBOURSEMENT ASSISTANCE EDUCATIVE - NOUMEA LYCEE JULES GARNIER | | 9 583 333 |
| DGE-VR | 65738 | 24958 | SUBVENTION PARTICIPATION AUX CHARGES DE L'ESPE ECOLE SUPERIEUR DU PROFESSORAT | | 5 880 654 |
| DGE-VR | 65738 | 24959 | SUBVENTION ESPE ECOLE SUPERIEUR DU PROFESSORAT ET DE L'EDUCATION - MEEF | | 416 667 |
| Total général | | | | | 236 320 029 |

Article 3 : Le président du gouvernement est habilité à signer les conventions avec les établissements publics et organismes précités dans la limite des crédits correspondant au douzième provisoire.

Article 4 : Dans la limite des crédits autorisés à l'article 1^{er} et jusqu'à l'adoption du budget primitif 2023 de la Nouvelle-Calédonie, le président du gouvernement est autorisé à exécuter la dépense relative à la dotation 2023 destinée au fonctionnement de la représentation de la Nouvelle-Calédonie auprès d'Etats et territoires du Pacifique comme suit :

| SUBVENTIONS INDIVIDUALISEES VERSEES PAR LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2023 | | | | | |
|---|-----------|---------|-----------------|--|---------------------------|
| Chapitre fonctionnel | Direction | Article | Ligne de crédit | Bénéficiaire et objet | Ouverture de crédits 2023 |
| 930 - ADMINISTRATION GENERALE | SCRE | 6568 | 17767 | PARTICIPATION - AMBASSADE DE FRANCE EN NZ- FRAS DE FONCTIONNEMENT DU DELEGUE | 4 000 000 |
| 930 - ADMINISTRATION GENERALE | SCRE | 6568 | 30366 | PARTICIPATION - AMBASSADE DE FRANCE EN PNG- FRAS DE FONCTIONNEMENT DU DELEGUE | 4 000 000 |
| 930 - ADMINISTRATION GENERALE | SCRE | 6568 | 30367 | PARTICIPATION - AMBASSADE FRANCE EN AUSTRALIE- FRAS FONCTIONNEMENT DU DELEGUE | 4 000 000 |
| 930 - ADMINISTRATION GENERALE | SCRE | 6568 | 30368 | PARTICIPATION - AMBASSADE FRANCE AU VANUATU- FRAS DE FONCTIONNEMENT DU DELEGUE | 4 000 000 |
| 930 - ADMINISTRATION GENERALE | SCRE | 6568 | 30369 | PARTICIPATION - AMBASSADE DE FRANCE A FIJI- FRAS DE FONCTIONNEMENT DU DELEGUE | 4 000 000 |
| Total général | | | | | 20 000 000 |

Article 5 : Dans l'attente du vote du budget primitif 2023 de la Nouvelle-Calédonie, le président du gouvernement est autorisé à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2022, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette qui peuvent être mandatés dans leur intégralité.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs, le président du gouvernement est autorisé à les engager, les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice 2023 par la dernière délibération budgétaire à laquelle est annexé l'échéancier de l'autorisation de programme.

Article 6 : Dans la limite des crédits autorisés à l'article 5 et jusqu'à l'adoption du budget primitif 2023 de la Nouvelle-Calédonie, le président du gouvernement est autorisé à exécuter les dépenses relatives aux subventions d'équipement 2023 relatives aux établissements d'enseignement comme suit :

| Chapitre fonctionnel | Direction | Article | Ligne de crédit | Bénéficiaire et objet | Ouverture de crédits 2023 |
|----------------------|-----------|---------|-----------------|--|---------------------------|
| 902 - ENSEIGNEMENT | DBAF | 204211 | 21719 | SUBVENTION LA DDEC - REMBOURSEMENT EMPRUNT | 58 893 538 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DBAF | 204211 | 27004 | SUBVENTION A L'ASEE - REMBOURSEMENT EMPRUNT | 4 250 000 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26024 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE - OUMEA LYCEE DIECK LIENHIE | 1 480 000 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26025 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE - LIFOU LYCEE WILLIAMA HALDRA | 958 701 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26026 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE - NOUMEA LYCEE JULES GARNIER | 6 413 524 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26027 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE - NOUMEA LYCEE LARROUSE | 601 695 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26028 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE - POINDIMIE LYCEE ANTOINE KEA | 236 323 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26029 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE - POUMBOUT LYCEE MICHEL RIGAUD | 269 730 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26030 | SUBV D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE NOUMEA LP COMMERCIAL B HOTELIER AUGUSTE ESCOFFER | 467 323 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26031 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE - NOUMEA LP PETRO ATTTI | 1 041 401 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26032 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE - LA FOA COLLEGE THEODORE KAWA BRAND-ALP | 68 473 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26033 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE-KOLMAC COLLEGE -ALP | 300 724 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26037 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE - TOUHO LP AUGUSTIN TY | 1 949 750 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26040 | VIE DE L'ELVE-SUBV EQUIP SERVICE GENERAL-A FOA COL THEODORE KAWA BRAND-ALP | 53 170 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26043 | VIE DE L'ELVE-SUBVENTION EQUIP SERVICE GENERAL-NOUMEA LYCEE JULES GARNIER | 2 306 311 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26044 | VIE DE L'ELVE-SUBVENTION EQUIP SERVICE GENERAL-NOUMEA LYCEE LARROUSE | 1 227 456 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26045 | VIE DE L'ELVE-SUBVENTION EQUIP SERVICE GENERAL-NOUMEA LPCH AUGUSTE ESCOFFER | 31 001 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26046 | VIE DE L'ELVE-SUBVENTION EQUIP SERVICE GENERAL-NOUMEA LP PETRO ATTTI | 1 608 905 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26047 | VIE DE L'ELVE-SUBVENTION EQUIP SERVICE GENERAL-PONDIMIE LYCEE ANTOINE KEA | 58 558 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26048 | VIE DE L'ELVE-SUBVENTION EQUIP SERVICE GENERAL - POUMBOUT LYCEE MICHEL RIGAUD | 197 303 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26049 | VIE DE L'ELVE-SUBVENTION EQUIP SERVICE GENERAL-TOUHO LP AUGUSTIN TY | 527 542 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26050 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE INFORMATIQUE OUMEA LYCEE DIECK LIENHIE | 3 163 750 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26051 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE INFORMATIQUE LIFOU LYCEE WILLIAMA HALDRA | 2 082 204 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26052 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE INFORMATIQUE NOUMEA LYCEE JULES GARNIER | 5 025 943 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26054 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE INFORMATIQUE NOUMEA LYCEE LARROUSE | 1 370 576 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26055 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE INFORMATIQUE NOUMEA LYCEE ANTOINE KEA | 1 115 226 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26056 | SUBV D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE INFORMATIQUE - POUMBOUT LYCEE MICHEL RIGAUD | 1 525 435 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26067 | SUBV D'EQUIP PEDAG INFOR LYCEE PROFES-NOUMEA LPCH AUGUSTE ESCOFFER | 2 414 093 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 26068 | SUBV D'EQUIP PEDAG INFOR LYCEE PROFES-NOUMEA LP PETRO ATTTI | 2 174 500 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 30593 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE INFORMATIQUE - LYCEE PRO TOUHO AUGUSTIN TY | 555 400 |
| 902 - ENSEIGNEMENT | DGE-VR | 20431 | 34222 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT PEDAGOGIQUE - LYCEE POLYVALENT DU MONT DORE | 555 813 |
| Total général | | | | | 103 030 473 |

Article 7 : Pour l'exercice 2023, une avance de trésorerie à court terme d'un montant maximum de trois milliards de francs CFP (3 000 000 000 F CFP) est versée au profit de la CAFAT pour financer le déficit du RUAMM.